



Programme des
Nations Unies
pour l'environnement



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ImpCom/19/3
10 septembre 1997

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ D'APPLICATION CRÉÉ EN VERTU DE LA
PROCÉDURE APPLICABLE EN CAS DE NON-RESPECT
DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Dix-neuvième réunion
Montréal, 8-10 septembre 1997

RAPPORT DU COMITÉ D'APPLICATION CRÉÉ EN VERTU DE LA PROCÉDURE
APPLICABLE EN CAS DE NON-RESPECT DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
SUR LES TRAVAUX DE LA DIX-NEUVIÈME RÉUNION

I. INTRODUCTION

1. La dix-neuvième réunion du Comité d'application créé en vertu de la procédure applicable en cas de non-respect du Protocole de Montréal, s'est tenue au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal, du 8 au 10 septembre 1997.

II. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la réunion

2. La réunion a été ouverte le lundi 8 septembre 1997 à 10 heures par le Président du Comité d'application, M. Denis Langlois.

B. Bureau

3. Conformément à la décision prise par le Comité à sa dix-septième réunion, M. Denis Langlois (Canada) a exercé les fonctions de Président et M. Peter Acquah (Ghana) celles de Rapporteur.

B. Participation

4. Ont participé à la réunion les membres du Comité des pays suivants: Allemagne, Canada, Ghana, Indonésie, Lituanie, République dominicaine, Sri Lanka, Ukraine, Uruguay et Zambie.

5. Ont également assisté à la réunion des représentants des organismes d'exécution du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation des Nations Unies pour

Mtl.97-9509 110997

221097

/...

le développement industriel (ONUDI) et Banque mondiale) et des secrétariats du Fonds multilatéral et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

6. À l'invitation du Comité, des représentants de la République tchèque et de la Fédération de Russie ont assisté à la réunion pour présenter des informations sur les mesures prises pour assurer l'application du Protocole de Montréal dans leurs pays respectifs.

7. Également à l'invitation du Comité, des représentants des États-Unis d'Amérique, d'Israël et de la Nouvelle-Zélande ont participé à la Réunion afin de présenter la position de leurs pays respectifs au titre du point 5 de l'ordre du jour.

8. La liste complète des participants figure à l'Annexe II au présent document.

D. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

9. Le Comité a adopté, sur la base de l'ordre du jour provisoire diffusé sous la cote UNEP/OzL.Pro/ImpCom/19/1, l'ordre du jour ci-après:

1. Ouverture de la réunion.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Rapport de la Fédération de Russie et de la République tchèque sur les mesures prises pour assurer l'application du Protocole de Montréal.
4. Demande du Brunéi Darussalam à être reclassé comme Partie visée au paragraphe 1 de l'Article 5.
5. Communication des données requises aux termes du Protocole de Montréal pour vérifier le degré d'application (décision VIII/21) et projet de mode de présentation des données.
6. Questions diverses.
7. Clôture de la réunion.

III. RAPPORT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET DE LA RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE SUR LES MESURES ADOPTÉES POUR ASSURER
L'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

Fédération de Russie

10. À la demande du Comité d'application à sa dix-huitième réunion (UNEP/OzL.Pro/ImpCom/18/3, paragraphe 26 (h)), le représentant de la Fédération de Russie a présenté un rapport sur les mesures d'établissement d'un système de récupération et de recyclage prises dans son pays. Il a expliqué qu'en plus des mesures présentées à la réunion précédente, deux autres technologies de récupération d'ODS des bases militaires et des équipements de refroidissement industriel et commercial étaient à l'essai et formeront le fondement technique d'un système de collecte d'ODS dès la mise en oeuvre des mesures d'incitation économique. Environ 100 tonnes de CFC ont été recueillies et recyclées depuis le mois de janvier 1997. Il a souligné que ces substances étaient destinées à une utilisation intérieure et non à l'exportation.

11. Les participants à la réunion de la Commission interorganismes de Russie sur la protection de la couche d'ozone avaient approuvé globalement le programme fédéral provisoire d'élimination des ODS pour 1998-2000. La Commission avait aussi approuvé, à cette même réunion, un nouveau projet d'établissement d'un système de redevances imposables aux émissions d'ODS à l'instar des matières dangereuses. Certains projets sont à l'étude afin d'encourager les utilisateurs à acheter des ODS recyclées plutôt que des ODS neuves. Des méthodes visant à transformer les ODS récupérées en HCFC ou en d'autres substances, seront mises au point pour répondre aux situations où le recyclage de ces ODS ne présente aucune efficacité économique. Ces mesures et un nouveau système d'octroi de licences mettront fin à la production et à la consommation d'ODS et permettront une application intégrale des dispositions du Protocole de Montréal d'ici le début de l'an 2000.

12. En réponse à la question du représentant du Secrétariat de l'ozone sur le contrôle des exportations, le représentant de la Fédération de Russie a fait savoir que durant le premier trimestre de 1997, son pays n'a exporté que 1 000 tonnes en Chine et qu'il s'agissait surtout de tétrachlorure de carbone destiné à servir de matières premières. Les données pour le reste de l'année ne sont pas encore disponibles mais les autorités russes appliquent déjà le système d'octroi de licences adopté et il est à souhaiter que l'ensemble des exportations de substances réglementées pour l'année 1997 ne représentera que quelques milliers de tonnes destinées surtout à la Communauté d'États indépendants.

13. Le représentant a insisté sur le fait que l'aide du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Banque mondiale était essentielle à la poursuite de ces activités de recyclage et de récupération mais le représentant du FEM a confirmé que la décision du Conseil du FEM d'appuyer la mise en oeuvre du programme d'élimination des ODS de la Fédération de Russie dépendait de sa capacité de respecter les échéances d'élimination qu'elle avait proposées

/...

en 1995. Une deuxième tranche de fonds a déjà été approuvée mais le paiement ne sera autorisé que lorsque le Comité d'application aura indiqué qu'une poursuite de cette assistance était appropriée.

14. À l'issue de ses délibérations, le Comité d'application a décidé de recommander que, compte tenu des informations fournies par le représentant de la Fédération de Russie sur le programme de récupération et de recyclage de son pays, l'assistance des organismes internationaux, et en particulier celle du Fonds pour l'environnement mondial, continue d'être considérée d'un oeil favorable, afin d'offrir à la Fédération de Russie un appui financier pour la mise en oeuvre du programme visant à mettre un terme à la production et la consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone dans ce pays.

République tchèque

15. Donnant suite à la demande formulée par le Comité d'application à sa dix-huitième réunion, le représentant de la République tchèque a fourni des renseignements sur la consommation de bromure de méthyle de son pays en 1995. Il a déclaré qu'en 1995, les importations de bromure de méthyle s'élevaient au total à 18,6 tonnes (équivalent à 11,1 tonnes ODP), dont 13,2 tonnes en décembre qui avaient été consommées en majeure partie en 1996. Aucune quantité de bromure de méthyle n'avait été importée en 1996. En conséquence, bien que les 18,6 tonnes importées en 1995 dépassent le niveau de base de 10,8 tonnes (équivalent à 6,5 tonnes ODP) de 1991, ces substances avaient été consommées sur une période de deux ans (1995, 1996) et la consommation annuelle moyenne ne dépassait donc pas 9,3 tonnes (équivalent à 5,6 tonnes ODP).

16. La Comité a décidé:

- a) de prendre note du non-respect par la République tchèque de l'arrêt de la consommation de bromure de méthyle en 1995. Selon les renseignements fournis par la République tchèque, ce pays a importé en 1995 une quantité totale de 11,16 tonnes ODP de bromure de méthyle, dont 7,9 tonnes ODP ont été consommées en 1996. La République tchèque n'a pas importé de bromure de méthyle en 1996;
- b) de prendre note du fait que même si les quantités de bromure de méthyle importées en 1995 dépassaient le plafond de 6,0 tonnes ODP alloué à la République tchèque, la consommation annuelle moyenne pour 1995-1996 était inférieure à ce plafond;
- c) de recommander aux Parties, à la lumière de ce qui précède, de ne pas donner suite à ce cas de non-respect, mais de demander à République tchèque de prendre des mesures pour s'assurer que cette situation ne se reproduise pas.

/...

IV. DEMANDE DU BRUNÉI DARUSSALAM À ÊTRE RECLASSÉ
COMME PARTIE VISÉE AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 5

17. Le Secrétariat a informé le Comité que le Brunéi Darussalam, qui était considéré comme une Partie non visée à l'Article 5 parce que ses données pour 1994 indiquaient une consommation supérieure à 0,3 kg par habitant, avait soumis de nouvelles données indiquant une consommation inférieure à 0,3 kg par habitant pour cette année et qu'il demandait à être reclassé comme un pays visé à l'Article 5. Toutefois, le représentant du Secrétariat de l'ozone a rappelé que, aux termes de la décision VI/5 de la Réunion des Parties, les pays pouvaient soumettre de nouveaux renseignements plus précis pour une année donnée, mais que la classification de l'année en question ne pouvait être modifiée.

18. Le Président a rappelé qu'aux termes de la décision VI/5, alinéa c), de la sixième Réunion des Parties, les pays qui soumettent des données révisées doivent également fournir au Comité des notes d'explication pour lui faciliter la tâche. À son avis, le Brunéi Darussalam avait simplement informé le Secrétariat que les chiffres avaient changé à la suite d'une nouvelle enquête sur la consommation des ODS, sans donner d'explications sur ce changement.

19. Le Comité est convenu qu'il aurait besoin d'une note explicative du Brunéi Darussalam avant de pouvoir statuer sur la question.

20. À l'issue de ses délibérations, le Comité est convenu de recommander que la neuvième Réunion des Parties prenne les décisions suivantes:

a) rappeler la décision VI/5, alinéa c), de la sixième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, selon laquelle une Partie est autorisée à corriger les renseignements soumis pour une année donnée afin de les rendre plus précis, mais qu'aucun changement de classification n'est permis pour l'année dont relèvent les données révisées;

b) prendre note des données révisées sur la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone communiquées par le Brunéi Darussalam pour 1994, qui indiquent une consommation par habitant inférieure à la limite admissible correspondant aux pays visés au paragraphe 1 de l'Article 5;

c) prendre note également des données sur la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone communiquées par le Brunéi Darussalam pour 1995, qui indiquent une consommation par habitant inférieure à la limite admissible correspondant aux pays visés au paragraphe 1 de l'Article 5;

d) reclasser le Brunéi Darussalam comme Partie visée au paragraphe 1 de l'Article 5, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base des données communiquées pour 1995.

/...

V. COMMUNICATION DES DONNÉES REQUISES AUX TERMES DU
PROTOCOLE POUR VÉRIFIER LE DEGRÉ D'APPLICATION
(DÉCISION VIII/21) ET PROJETS DE MODE DE
PRÉSENTATION DES DONNÉES

21. En présentant le point 5 de l'ordre du jour, le Président a annoncé que, comme suite aux délibérations du Comité à sa dix-huitième réunion, les projets de mode de présentation des données avaient été remaniés à la lumière des observations formulées à ladite réunion et des observations reçues ultérieurement des gouvernements, et qu'ils sont présentés au Comité dans le document UNEP/OzL.Pro/ImpCom/19/2. IL a ajouté que les représentants des États-Unis d'Amérique, d'Israël et de la Nouvelle-Zélande étaient présents à la réunion pour donner suite à la demande d'observations du Comité.

22. La représentante d'Israël a confirmé les observations écrites de son pays, selon lequel il conviendrait de supprimer du formulaire 5 la colonne sur les pays de destination des exportations de bromure de méthyle. En effet, Israël ne compte qu'un seul producteur-exportateur de bromure de méthyle et toutes données concernant les pays de destination de ce produit ne pouvaient que porter sur cette entreprise, et constituent des renseignements confidentiels que l'État devait protéger aux termes de sa propre législation. Appelant l'attention du Comité sur l'Article 5 de la Convention de Vienne et sur la Décision I/11 de la première Réunion des Parties, qui concernent tous deux le caractère confidentiel des données communiquées, la représentante a déclaré que le Protocole de Montréal ne contenait aucune disposition exigeant des Parties qu'elles soumettent des informations sur les pays avec lesquels elles font le commerce de substances réglementées.

23. En réponse, le Secrétariat a invoqué la décision VII/9 de la septième Réunion des Parties qui demande des renseignements sur les types, les quantités et les destinations des produits exportés. Il a également été proposé que les Parties communiquent en outre le nom des pays d'origine des produits importés, qui serviraient à vérifier les cas de non-respect. La question de la confidentialité avait été soulevée en fait dans d'autres contextes, mais l'Article 7 du Protocole ne prévoyait aucune dérogation. Le Secrétariat a cependant assuré la réunion que les informations étaient publiées sous une forme globale, que les renseignements confidentiels ne seraient pas publiés et que des mesures ont été mises en place pour les protéger.

24. La représentante d'Israël a répondu que la décision VII/9 ne portait que sur les substances indiquées dans les annexes A et B et que l'Article 7 du Protocole n'exigeait pas la communication de renseignements sur les pays de destination ou d'origine des substances réglementées. Ce qui inquiétait son pays, c'était l'alinéa b) de l'Article 12 du Protocole, qui permettait à tout pays d'obtenir du Secrétariat des informations communiquées aux termes de l'Article 7. Israël pourrait éventuellement fournir les données exigées s'il y avait une garantie de confidentialité. Pour le moment, le Protocole de Montréal ne comportait aucune disposition de vérification, à la différence de nombreuses

/...

autres conventions analogues, ni de dispositions de pénalité pour les cas de bris de confidentialité. Sa délégation était prête à participer à l'examen d'un mécanisme qui permettrait d'assurer la confidentialité et d'empêcher des concurrents potentiels d'obtenir des informations; elle a cependant déclaré qu'une telle participation ne serait pas possible avant la prochaine Réunion des Parties.

25. Plusieurs représentants étaient d'avis que lorsqu'une Partie a ratifié un traité international, elle est tenue de se conformer à ses dispositions et, si nécessaire, d'apporter des amendements à toutes lois nationales qui seraient incompatibles avec le traité en question. Un représentant a suggéré que les inquiétudes d'Israël pourraient être apaisées si la Réunion des Parties adoptait une décision offrant de meilleures garanties de confidentialité.

26. À l'invitation du Président, les représentants de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis d'Amérique ont ensuite présenté leurs observations sur les projets de mode de présentation des données communiquées.

27. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé ses préoccupations devant les difficultés liées à la communication de renseignements sur les quantités de substances réglementées contenues dans des mélanges. Il a suggéré que le Comité demande au Groupe de l'évaluation technique et économique de dresser une liste de ces mélanges et de leurs marques de commerce. Il a également proposé que le PNUE, en collaboration avec le Groupe, soit chargé, à partir des travaux déjà réalisés, d'élaborer un petit manuel sur la façon de présenter les données à communiquer. Sur la question du choix du terme «utilisation», au lieu de «consommation», dans les dispositions relatives à la quarantaine et aux applications de bromure de méthyle préalables à l'expédition, il a recommandé que, aux fins de la communication des données seulement, il soit précisé que ce terme désigne la «consommation».

28. Le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté une série d'observations d'ordre rédactionnel sur les projets de modes de présentation des données, à savoir que chaque question du questionnaire devrait être suivie immédiatement par les instructions pertinentes; qu'il fallait se pencher davantage sur la question de savoir si les données relatives aux différents isomères devraient être communiquées séparément; qu'il fallait prévoir une section distincte pour les instructions relatives au bromure de méthyle; que l'expression «crédits pour les ODS détruites» devrait être remplacée par une phrase plus appropriée; qu'au lieu de prévoir deux colonnes pour les substances récupérées et régénérées, l'on pourrait utiliser une seule colonne qui porterait le titre de rubrique «substances usées et recyclées»; qu'il fallait indiquer clairement sur chaque formulaire que l'unité de mesure était la tonne métrique, et non la tonne pondérée (ODP); et, enfin, qu'il était peut-être prématuré d'ajouter une colonne relative aux utilisations agricoles critiques dans les formulaires portant sur le bromure de méthyle. Il a ajouté qu'il n'y avait aucune exigence législative de fournir des renseignements sur le pays d'origine des produits importés; par conséquent, les colonnes destinées à recevoir cette

/...

information pourraient être supprimées pour ne pas imposer une charge de travail supplémentaire aux Parties qui doivent communiquer des données. Il a également indiqué son appui aux observations du représentant de la Nouvelle-Zélande sur la question de la quarantaine et des applications préalables à l'expédition.

29. Le Secrétariat a appelé l'attention des participants sur les observations formulées par la Finlande et le Japon dans le document UNEP/OzL.Pro/ImpCom/19/2 et a avisé le Comité qu'il en a été tenu compte pour mettre au point les nouvelles présentations. Il convient de noter également que le Secrétariat a l'intention de diffuser les formulaires sous forme de chiffrier pour permettre l'ajout de lignes supplémentaires où les Parties pourraient inscrire le nom des pays d'origine des produits importés.

30. Les débats ont ensuite porté sur des questions de politique, pour déterminer notamment s'il fallait inclure les pays d'origine des produits importés parmi les données à communiquer et si l'indication des pays de destination des produits exportés ne devrait être exigée que pour les substances visées aux annexes A et B. Au cours du débat, un représentant a proposé que les informations sur le pays d'origine ne soient exigées que dans le cas des substances ayant un code de nomenclature douanière distinct, alors qu'un autre représentant a dit que, puisque le Secrétariat devait être en mesure d'orienter le Comité en matière de vérification des données, l'information relative au pays de destination des exportations devrait être fournie pour toutes les substances et que les Parties devraient prendre une décision pour protéger le caractère confidentiel de cette information. Le même représentant a déclaré que l'information sur le pays d'origine des produits importés devrait également être indiquée, à moins d'empêchement d'ordre pratique. Un autre représentant a soutenu la proposition voulant que, puisque la décision VII/9 était une tentative de lutte contre la contrebande de substances éliminées, l'obligation d'indiquer les pays de destination des exportations pourrait, pour le moment, être limitée aux substances visées aux annexes A et B. Le même représentant a également fait remarquer que le système d'octroi de licences proposé dans les projets de décisions et d'amendements présentés à la neuvième Réunion des Parties faciliterait la collecte des données.

31. Le Comité a ensuite décidé qu'un petit groupe de travail informel, composé des représentants du Canada, des États-Unis, du Ghana, d'Israël, de la Nouvelle-Zélande, de Sri Lanka et de l'Ukraine, devrait se réunir pour continuer l'élaboration des formulaires à la lumière des observations présentées devant le Comité.

32. Ayant pris connaissance du texte révisé présenté par le groupe de travail informel, le Comité a apporté d'autres améliorations aux modes de présentation et il est convenu de présenter à la neuvième Réunion des Parties les modes de présentation et les textes d'explication contenus à l'annexe I ci-après.

33. En outre, le Comité :

/...

a) A pris note avec satisfaction du travail de remaniement des formulaires de communication des données effectué par le Secrétariat et d'autres personnes;

b) A constaté également que la communication des données est une question importante à laquelle les Parties seront invitées à consacrer une étude plus approfondie;

c) A noté par ailleurs que la communication des données sur les substances importées sous forme de mélange est une tâche potentiellement difficile et qu'un complément d'information pourrait aider les Parties à communiquer des données avec plus de précision.

34. En conséquence, le Comité d'application a recommandé que la neuvième Réunion des Parties prenne les décisions suivantes :

a) Approuver les formulaires révisés de communication de données, élaborés conformément aux dispositions du Protocole relatives à la communication des données. Ces formulaires figurent à l'annexe I au présent rapport;

b) Rappeler la décision IV/10 et demander au Groupe de l'évaluation technique et économique (TEAP) de dresser la liste des mélanges dont on sait qu'ils contiennent des substances réglementées, avec indication de leur taux en pourcentage. La liste contiendrait en particulier des renseignements sur les mélanges contenant des frigorigènes et sur les solvants. Le TEAP présenterait cette information aux Parties à la dix-septième réunion du Groupe de travail à composition non limitée, et tous les ans par la suite;

c) Demander au Centre Industrie et Environnement du PNUE d'utiliser ses rapports existants et sa base de données CIAO sur disquettes, afin de préparer, avec le concours des autres agences d'exécution et du Secrétariat du Fonds multilatéral, un manuel sur la communication des données à l'intention des Parties pour les aider dans cette tâche. Le manuel contiendrait des renseignements sur les techniques de collecte des données, les marques de commerce recensées par le TEAP, les codes de nomenclature douanière (le cas échéant), ainsi que des indications sur les secteurs de l'industrie susceptibles d'utiliser ces produits;

d) Statuer que, aux fins de la collecte de données seulement, les Parties qui communiquent des données sur la consommation de bromure de méthyle aux fins de la quarantaine et des applications préalables à l'expédition, indiquent également les quantités consommées (c'est-à-dire les importations, plus la production, moins les exportations), et non «l'utilisation» réelle.

VI. AUTRES QUESTIONS

35. Il n'y a pas eu d'autres questions.

/...

VII. ADOPTION DU RAPPORT

36. À sa séance de clôture, le 10 septembre 1997, le Comité a adopté le présent rapport en se fondant sur le projet de rapport publié sous la cote UNEP/OzL.Pro/ImpCom/19/L.1.

VIII. CLÔTURE DE LA RÉUNION

37. Après l'échange habituel de paroles de courtoisie, le Président a déclaré la dix-huitième réunion du Comité d'application close le mercredi 10 septembre 1997 à 20 heures.

Annexe I

Formulaire de communication de données

Country: _____

Reporting Year: _____

Questionnaire

Q1. Did your Country import CFCs, Halons, Carbon Tetrachloride, Methyl Chloroform, HCFCs, or Methyl Bromide in the reporting year?

Yes []

No []

If Yes, go to Data Form 1 and enter the relevant data. Please read Instruction I on page 4 carefully before filling in the form. If No, ignore Data Form 1 and go to Question 2.

Q2. Did your Country export CFCs, Halons, Carbon Tetrachloride, Methyl Chloroform, HCFCs or Methyl Bromide in the reporting year?

Yes []

No []

If Yes, go to Data Form 2 and enter the relevant data. Please read Instruction II on page 5 carefully before filling in the form. If No, ignore Data Form 2 and go to Question 3.

Q3. Did your Country produce CFCs, Halons, Carbon Tetrachloride, Methyl Chloroform, HCFCs or Methyl Bromide in the reporting year?

Yes []

No []

If Yes, go to Data Form 3 and enter the relevant data. Please read Instruction III on page 6 carefully before filling in the form. If No, ignore Data Form 3 and go to Question 4.

Q4. Did your Country destroy any ODSs in the reporting year?

Yes []

No []

If Yes, go to Data Form 4. Please read Instruction IV on page 7 carefully before filling in the form. If No, ignore Data Form 4 and go to Question 5.

Q5. Did your country import from or export to non-Parties in the reporting year?

Yes []

No []

If Yes, go to Data Form 5. Please read Instruction V on page 7 carefully before filling in the form. If No, ignore Data Form 5.

Name of reporting officer:.....
Designation:.....
Organization:.....
Contact details: (Phone, Fax, Postal Address and EMail Address)
.....
.....
Country:.....
Date:

ANNUAL DATA REPORTING

I INTRODUCTION

The data forms have been designed to make reporting easier for the Parties.

The major features of the forms are as follows:

- (a) Five separate data forms are provided for imports, exports, production, trade with non-Parties, and destruction of ozone depleting substances (ODSs). Many Parties do not produce, destroy or export any of the substances. If this is the case, please use only the imports Data Form 1 and Data Form 5, as applicable.
- (b) A row has been provided for each of the substances in Annex A. However, for categories of Annex B CFCs and HCFCs, the form is made shorter by providing rows only for substances which have been reported by Parties in the past, if needed. A few blank rows are provided for more substances, if needed. HBFCs (Annex C, Group II) have already been phased out by all the Parties. Hence, only one blank row has been provided for them, as a formality. The use of computerized forms supplied by the Secretariat is encouraged. Paper forms are also available. Parties who use the computerized forms may add more rows as needed, otherwise Parties are free to use additional pages as required.
- (c) The following are the exempted categories of ODSs:
 - Feedstocks for all the substances,
 - Essential uses for Annexes A, B and C substances as approved from time to time, and
 - Quarantine and Preshipment applications for Methyl Bromide.

It is necessary for each Party to specify how much of its production, export and import is used for these exempted categories. The Secretariat will deduct these exempted quantities from the total figures. Provision is made in the data forms for these exempted categories.

- (d) The same forms can be used for the base year and other years.
- (e) The basis for reporting requirements and definitions are annexed.

II GENERAL INSTRUCTIONS

- (a) Parties are requested to report the production and consumption of bulk ODSs in metric tonnes, without multiplying by the relevant ODPs (ozone depleting potentials).
- (b) In order to avoid duplication, quantities contained in end-products should not be included in a country's consumption, regardless of whether the end-products are imported or exported.
- (c) The data reported in accordance with the data forms will be used to determine the calculated levels of production and consumption, upon which the control measures are based. It is therefore crucial that data be provided separately for each individual substance listed in the forms.
- (d) When calculating consumption the Montreal Protocol allows countries to deduct amounts of ODS used for feedstock uses, exempted essential uses and for quarantine and preshipment applications. However, when reporting data Parties should not deduct these figures from their data. The Secretariat will do this.
- (e) It should be noted that both paragraphs 1 and 2 of Article 7 provide that the Parties should submit the best possible estimates for the base year where actual data are not available.
- (f) Parties producing and consuming controlled substances for approved essential uses should also report to the Parties using the form approved by the decision VIII/9.

INSTRUCTION I: Data on Imports of ODSs

1. For reporting data on imports of substances of Annex A (CFCs and Halons), Annex B (Other CFCs, Methyl Chloroform and Carbon Tetrachloride), Annex C (HCFCs or HBFCs) or Annex E substance (Methyl Bromide), please use Data Form 1.
2. Please enter the number of metric tonnes imported in Data Form 1 for each substance imported. If you did not import any of the substances listed, or if you have imported only recovered or reclaimed substances, please enter zero (0) in the column for "New Imported Quantities" for each substance.
3. When calculating a Party's consumption, the Montreal Protocol does not include substances used as feedstock for the production of other chemicals. Substances so used are completely transformed in the manufacturing process of the new chemical. In Data Form 1 the quantity of new substances imported to be used as feedstock in your Country should be entered in the form, but should not be deducted from the total quantity of new substances imported.
4. When calculating a Party's consumption the Montreal Protocol does not include quantities of Methyl Bromide which is used for quarantine and pre-shipment. In Data Form 1, quantities of Methyl Bromide imported for quarantine and pre-shipment applications should be entered separately, but not deducted from the quantity imported.
5. If your country imported mixtures (blends) of controlled substances, e.g. R-502 (HCFC-22 48.8%; CFC-115 51.2%), please report the quantity of the individual controlled substances contained in the mixture by entering the appropriate data under each controlled substance (e.g. R-502 should be reported as CFC-115 and HCFC-22). For further information about the composition of other mixtures refer to the diskette version of information circulated by UNEP IE known as the OAIC-DV Mk V, or refer directly to UNEP IE.
6. In Data Form 1, all substances of Annex A and Annex B (Groups II and III) have been listed. For Annex B Group I (Other CFCs) and Annex C Group I (HCFCs), only substances which have been reported by Parties in the past are listed. HBFCs have already been phased out by all Parties and hence for HBFCs only one blank row has been provided as a formality. If you are importing controlled substances other than those listed, please use the blank space to report data on these substances, or use additional sheets, if necessary.

INSTRUCTION II: Data on Export of ODSs

1. For reporting data on exports of substances of Annex A (CFCs and Halons), Annex B (Other CFCs, Methyl Chloroform and Carbon Tetrachloride), Annex C (HCFCs or HBFCs) or Annex E (Methyl Bromide), please use Data Form 2.
2. The first column SUBSTANCES has been left blank because each Party may export different substances. Please add the names and relevant information of only those substances being exported.
3. Approximately 20% of the Parties to the Montreal Protocol export some ODS. Reporting exports is necessary for two purposes: First, it is necessary to determine the level of a country's consumption. Consumption under the Protocol is defined as production plus imports minus exports. Accordingly, if your Country is exporting ODS, please provide in Data Form 2 the appropriate total amount of metric tonnes for the relevant newly produced chemical(s) you exported. If you exported any recovered or reclaimed chemicals, you should enter the data in the appropriate columns.
4. Second, Decision VII/9 paragraph 4 requests the parties to report on the destination of all substances (new, recovered or reclaimed) that are exported. Accordingly, fill out the columns on the destination of exports in Data Form 2. If you report that ODS was exported for feedstock uses this amount should also be included in the "Total Production" column of Data Form 3.
5. Similarly the quantity of new substances exported for essential uses should be entered in Data Form 2 and not deducted from the total quantity of new substances exported.
6. When calculating a Party's consumption, the Montreal Protocol does not include ODSs used as feedstock for the production of other chemicals. ODSs so used are completely transformed in the manufacturing process of new chemicals. In Data Form 2, the quantity of newly produced substances exported to be used as feedstock should be entered in the form and not deducted from the total quantity of new substances exported.
7. When calculating a Party's consumption, the Montreal Protocol does not include Methyl Bromide which is used for quarantine and preshipment (QPS) applications. In Data Form 2, quantities of Methyl Bromide exported for quarantine and pre-shipment applications should be entered separately, and not deducted from the quantity exported.
8. If your Country exported mixtures of controlled substances, e.g. R-502, please report the quantity of the respective controlled substances contained in the mixture by entering the appropriate data for each component of the mixture which is a controlled substance (see Instruction I, paragraph 5).

INSTRUCTION III: Data on Production of ODSs

1. For reporting data on production of substances of Annex A (CFCs and Halons), Annex B (Other CFCs, Methyl Chloroform and Carbon Tetrachloride), or Annex C (HCFCs and HBFCs), or Annex E (Methyl Bromide), use Data Form 3.
2. When calculating a Party's consumption the Montreal Protocol does not include ODS which is used as a feedstock for the production of other chemicals. ODS so used is completely transformed in the manufacturing process of the new chemical. Very few countries report production for feedstock use. If your country produced ODS for feedstock use within the reporting period, please provide data on the quantity of each ODS produced for feedstock purposes in the appropriate column of the form.
3. Producers of Annex A and B substances are allowed to produce additionally, 10 per cent (prior to phase out) or 15 per cent (after phase out), of their base-year production to meet the basic domestic needs of Parties operating under Article 5 paragraph 1. If your Country produced ODS for this purpose, please enter the amount so produced in the appropriate column on Data Form 3.
4. In Data Form 3, please give the total production of your Country without making any deductions for feedstock, destruction, export for feedstock uses, or any other use. The quantity of production used for feedstock within your country and production for supply to Parties operating under Article 5, should be filled in the form and not deducted from the total production. You should report exports of ODS to be used for feedstock on Data Form 2 (Data on Exports).
5. In the case of Methyl Bromide, the quantity produced for quarantine and pre-shipment (QPS) or feedstock, which is eligible for exemption, should be filled in Data Form 3 and not deducted from the total production. You should report exports of Methyl Bromide to be used for exempted uses on Data Form 2 (Data on Exports).
6. In Data Form 3, all substances of Annex A and Annex B (Groups II and III) have been listed. For Annex B Group I (Other CFCs) and Annex C Group I (HCFCs), only substances which have been reported by Parties in the past are listed. HBFCs have already been phased out by all Parties and hence for HBFCs only one blank row has been provided as a formality. If you are producing controlled substances other than those listed, please use the blank space to report data on these substances, or use additional sheets, if necessary.

INSTRUCTION IV: Data on Destruction of ODSs

1. Very few countries have the capacity to destroy ODSs using approved destruction technologies. If you have destroyed any of the substances of Annex A (CFCs and Halons), Annex B (Other CFCs, Methyl Chloroform and Carbon Tetrachloride), Annex C (HCFCs and HBFCs) or Annex E (Methyl Bromide) in the reporting period, please use Data Form 4.
2. The first column "Substances" has been left blank because each Party may destroy different substances. Please add the names of only those substances being destroyed.
3. When calculating a Party's consumption, the Montreal Protocol does not include the amount of substances destroyed, if destruction occurred through the use of a Protocol-approved technology.

INSTRUCTION V: Data on Imports from and Exports to non-Parties

1. Please use Data Form 5 for reporting data on imports from and exports to non-Parties of substances of Annex A (CFCs and Halons), Annex B (Other CFCs, Methyl Chloroform and Carbon Tetrachloride), Annex C (HCFCs and HBFCs) or Annex E (Methyl Bromide).
2. The first column "Substance" has been left blank because each Party may import different substances from and/or export different substances to non-Parties. Please add the names of only those substances that were imported from and/or exported to non-Parties.
3. "Non-Party", for the purpose of Data Form 5, means:
 - Countries which have not ratified the 1987 Montreal Protocol are considered non-Parties in regard to the substances in Annexes A, B, C and E.
 - Parties which have ratified the 1987 Montreal Protocol, but not the London Amendment of the Montreal Protocol, are considered non-Parties in regard to the substances in Annexes B, C and E.
 - Parties which have ratified the 1987 Montreal Protocol and the London Amendment to the Montreal Protocol, but not the Copenhagen Amendment to the Montreal Protocol, are considered non-Parties in regard to the substances in Annexes C and E.
 - The status of ratification of the Parties to the 1987 Montreal Protocol, the London Amendment and Copenhagen Amendment to the Montreal Protocol can be found in a document published and by the Secretariat and updated four times a year.

DEFINITIONS

- (a) "Consumption" means production plus imports minus exports of controlled substances.
- (b) "Controlled substance" means a substance in Annex A, Annex B, Annex C or Annex E to the Protocol, whether existing alone or in a mixture. It includes the isomers of any such substance. It excludes any controlled substance or mixture (blend) which is in a manufactured product other than a container used for the transportation or storage of that substance.
- (c) "Destruction process" is one which, when applied to controlled substances, results in the permanent transformation or decomposition of all or a significant portion of such substances (Dec.I/12F, IV/11, V/26 and VII/35).
- (d) "Production" means the amount of controlled substances produced minus the amount destroyed by technologies approved by the Parties and minus the amount entirely used as feedstock in the manufacture of other chemicals. The amount recycled and reused is not to be considered as "Production".
- (e) "Quarantine and preshipment applications" have been defined by the Parties as follows (Decision VII/5):
1. "Quarantine applications", with respect to Methyl Bromide, are treatments to prevent the introduction, establishment and/or spread of quarantine pests (including diseases), or to ensure their official control, where:
 - (i) Official control is that performed by, or authorized by, a national plant, animal or environmental protection or health authority;
 - (ii) Quarantine pests are pests of potential importance of the areas endangered hereby and not yet present there, or present but not widely distributed and being officially controlled.
 2. "Pre-shipment applications" are those treatments applied directly preceding and in relation to export, to meet the phytosanitary or sanitary requirements of the importing country or existing phytosanitary or sanitary requirements of the exporting country.
- (f) "Recovery, Recycling and Reclamation" have been defined by the Parties as follows (Decision IV/24):
1. "Recovery": The collection and storage of controlled substances from machinery, equipment, containment vessels, etc., during servicing or prior to disposal;

2. "Recycling": The re-use of a recovered controlled substance following a basic cleaning process such as filtering and drying. For refrigerants, recycling normally involves recharge back into equipment. It often occurs "on-site";
 3. "Reclamation": The re-processing and upgrading of a recovered controlled substance through such mechanisms as filtering, drying, distillation and chemical treatment in order to restore the substance to a specified standard of performance. It often involves processing "off-site" at a central facility.
- (g) "Regional Economic Integration Organization" means an organization constituted by sovereign states of a given region which has competence in respect of matters governed by this convention or its protocols and has been duly authorized, in accordance with its internal procedures, to sign, ratify, accept, approve or accede to the instruments concerned.

The Montreal Protocol stipulates that any Parties which are Member States of a regional economic integration organization as defined above may agree that they shall jointly fulfill their obligations respecting consumption provided that their total combined calculated level of consumption under Articles 2, 2A and 2H of the Protocol does not exceed the levels required by these Articles.

The Montreal Protocol further stipulated that the requirements in Article 7 of the Protocol in respect of statistical data on imports and exports shall be satisfied if the regional economic integration organization concerned provides data on imports and exports between the organization and States that are not members of that organization.

- (h) At the Fourth Meeting of the Parties, it was decided (decision IV/14):

"To clarify Article 7 of the amended Protocol so that it is understood to mean that, in cases of transshipment of controlled substances through a third country (as opposed to imports and subsequent re-exports), the country of origin of the controlled substances shall be regarded as the exporter and the country of final destination shall be regarded as the importer. Cases of import and re-export should be treated as two separate transactions; the country of origin would report shipment of the country of intermediate destination, which would subsequently report the import from the country of origin and export to the country of final destination, while the country of final destination would report the import."

- (i) "At the Eighth Meeting of the Parties it was decided (decision VIII/14):

"To clarify decision I/12A of the First Meeting of the Parties as follows: trade and supply of Methyl Bromide in cylinders or any other container will be regarded as trade in bulk in Methyl Bromide."

REPORTING REQUIREMENTS

Reporting requirements under the Montreal Protocol and pursuant to requests for data by Meetings of the Parties are as follows:

<u>Basis for reporting</u>	<u>Information to be provided</u>
(a) To verify implementation of Articles 2A - 2H	Increased (annual) production of each ODS to meet meet the basic domestic needs of Articles 5 Parties.
(b) Article 7	Production, imports and exports of each of the controlled substances. Amounts used for feedstock. Amounts destroyed. Imports from and exports to non-Parties.
(c) Article 9	Summary of activities (every two years).
(d) Article 2, paragraphs 5, 5 <u>bis</u> 6,7	Transfer or addition of production (as and when it occurs).
(e) Decision IV/17 A, paragraph 1	Information on the Implementation of Article 4.
(f) Decision IV/24, paragraph 2	Import and export of recycled and used controlled substances.
(g) Decision V/15	Information relevant to international halon bank management (to UNEP IE PAC).
(h) Decision V/25 and VI/14 A	Parties supplying ODS to Article 5 Parties provide annually summary of requests from importing Parties.
(i) Decision VI/19, paragraph 4	List of reclamation facilities and their capacities.
(j) Decision VII/9, paragraph 4	Types, quantities and destinations of exports of Annex A and Annex B substances.
(k) Decision VII/30	Importing countries to report to the Secretariat on the volumes of controlled substances imported for feedstock.
(l) Decision VII/32	Report on measures taken to regulate import and export of products and equipment containing Annex A and Annex B substances and technology used in their manufacture.
(m) Decision VIII/9, paragraph 9	Reporting quantities and uses of ODSs produced and consumed for essential uses.

1. Fill in this form only if the Country imported
 CFCs, HCFCs, Halons, Methyl Chloroform, Carbon
 Tetrachloride, or Methyl Bromide.

2. Please read Instruction I carefully
 before filling in this form.

Data Form 1

DATA ON IMPORTS

in metric tonnes (not ODP tonnes)

Annexes A, B, C and E substances

Period: January - December 19__

Country: _____

ANNEX/ GROUP	SUBSTANCES	TOTAL QUANTITIES IMPORTED FOR ALL USES		QUANTITIES OF NEW SUBSTANCES IMPORTED AS FEEDSTOCK	QUANTITIES OF NEW SUBSTANCES IMPORTED FOR EXEMPTED ESSENTIAL USES
		NEW	RECOVERED AND RECLAIMED		
A-Group I	CFC-11 (CFC1 ₁)				
	CFC-12 (CFC ₂ Cl ₂)				
	CFC-113 (C ₂ F ₃ Cl ₃)				
	CFC-114 (C ₂ F ₄ Cl ₂)				
	CFC-115 (C ₂ F ₅ Cl)				
A-Group II	HALON 1211 (CF ₂ BrCl)				
	HALON 1301 (CF ₃ Br)				
	HALON 2402 (C ₂ F ₄ Br ₂)				
B-Group I	CFC-13 (CF ₃ Cl)				
B-Group II	Carbon tetrachloride (CCl ₄)				
B-Group III	Methyl chloroform, 1,1,1-trichloroethane (C ₂ H ₃ Cl ₃)				

ANNEX/ GROUP	SUBSTANCES	TOTAL QUANTITIES IMPORTED FOR ALL USES		QUANTITIES OF NEW SUBSTANCES IMPORTED AS FEEDSTOCK	QUANTITIES OF NEW SUBSTANCES IMPORTED FOR EXEMPTED ESSENTIAL USES
		NEW	RECOVERED AND RECLAIMED		
C-Group I	HCFC-21 (CHFC1 ₂)				
	HCFC-22 (CHF ₂ Cl)				
	HCFC-31 (CH ₂ FCI)				
	HCFC-123 (C ₂ HE ₃ Cl ₂)				
	HCFC-124 (C ₂ HF ₄ Cl)				
	HCFC-133 (C ₂ H ₂ F ₃ Cl)				
	HCFC-141b (CH ₃ CFC1 ₂)				
	HCFC-142b (CH ₃ CF ₂ Cl)				
	HCFC-225 (C ₃ HF ₃ Cl ₂)				
	HCFC-225ca (CF ₃ CF ₂ CHCl ₂)				
	HCFC-225cb (CF ₃ CICF ₂ CHClF)				
C-Group II	HBFCs				
E-Group I	Methyl Bromide (CH ₃ Br)				
	Quantities of Methyl Bromide Imported to be used for Quarantine and Preshipment Applications				

1...

1. Fill in this form only if the country produced CFCs, HCFCs, Halons, Methyl Chloroform, Carbon Tetrachloride or Methyl Bromide.
2. Please read Instruction III carefully before filling in this form.

Data Form 3

DATA ON PRODUCTION

in metric tonnes (not ODP tonnes)

Annexes A, B, C and E substances

Period: January - December 19__

Country: _____

ANNEX/GROUP	SUBSTANCES	TOTAL PRODUCTION FOR ALL USES	QUANTITIES PRODUCED FOR EXEMPTED USES WITHIN YOUR COUNTRY		PRODUCTION FOR SUPPLY TO ARTICLE 5 COUNTRIES IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 2A-2H
			Quantity Produced for Feedstock within your Country	Quantity Produced for Essential Uses within your Country	
A-Group I	CFC-11 (CFC ₁₁)				
	CFC-12 (CFC ₁₂)				
	CFC-113 (C ₂ F ₅ Cl ₃)				
	CFC-114 (C ₂ F ₄ Cl ₂)				
	CFC-115 (C ₂ F ₅ Cl)				
A-Group II	HALON 1211 (CF ₂ BrCl)				
	HALON 1301 (CF ₃ Br)				
	HALON 2402 (C ₂ F ₄ Br ₂)				
B-Group I	CFC-13 (CF ₃ Cl)				
B-Group II	Carbon tetrachloride (CCl ₄)				
B-Group III	Methyl chloroform, i.e., 1,1,1-trichloroethane (C ₂ H ₃ Cl ₃)				

Data Form 3 (Continued)

ANNEX/GROUP	SUBSTANCES	TOTAL QUANTITIES PRODUCED FOR ALL USES	QUANTITIES PRODUCED FOR EXEMPTED USES WITHIN YOUR COUNTRY		PRODUCTION FOR SUPPLY TO COUNTRIES IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 2A-2H
			Quantity Produced for Feedstock within your Country	Quantity Produced for Essential Uses within your Country	
C-Group I	HCFC-21 (CHFCI ₃)				
	HCFC-22 (CHF ₂ Cl)				
	HCFC-31 (CH ₂ FCI)				
	HCFC-123 (C ₂ HF ₃ Cl ₂)				
	HCFC-124 (C ₂ HF ₄ Cl)				
	HCFC-133 (C ₂ H ₂ F ₃ Cl)				
	HCFC-141b (CH ₃ CFCl ₂)				
	HCFC-142b (CH ₃ CF ₂ Cl)				
	HCFC-225 (C ₃ HF ₅ Cl ₂)				
	HCFC-225ea (CF ₃ CF ₂ CHCl ₂)				
HCFC-225cb (CF ₂ ClCF ₂ CHClF)					
C-Group II	HBFC _s				
E-Group I	Methyl Bromide (CH ₃ Br)				
	Quantity of Methyl Bromide Produced for Quarantine and Preshipment Applications				

Annexe II

Liste des participants

CANADA

Mr. Denis Langlois
Manager
Stratospheric Ozone
Global Air Issues Branch
Environmental Protection Service
351 St. Joseph Blvd., Hull
Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: (819) 953-1676
Fax: (819) 994-0549
E-mail: denis.langlois@ec.gc.ca

DOMINICAN REPUBLIC

Mr. Rafael Veloz
Coordinator, Governmental Ozone Committee
Secretariat de Estado de Agricultura
Km 7 1/2 Duarte Road
Santo Domingo D.N.
Rep. Domincana
Tel: (809) 547 2585
Fax: (809) 221 1186, 227 1281

GERMANY

Dr. Heinrich W. Kraus
Head of Division
Federal Ministry of the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
P.O. Box 120629
D- 53048
Bonn, Germany
Tel: (49 228) 305 2750
Fax: (49 228) 305 3524
Telex: 885 790 bmuol

GHANA

Dr. Peter Claver Acquah
Executive Director
Environmental Protection agency
P.O. Box M.326
Accra, Ghana
Tel: (233 21) 664697/8; 780175/9

INDONESIA

Dr. R.T.M. Sutamihardja
Deputy Assistant Minister
JI. D.I. Panjaitan Dav. 42
Kebon Nanas Jatinegara
Jakarta Timur 13410
Indonesia
Tel: (62 21) 858 1764; 851 7164
Fax: (62 21) 858 0111

LITHUANIA

Ms. Marija Teriosina
Ozone Focal Point
Ministry of Environment
A. Juozapaviciaus Str. 9
2600 Vilnius, Lithuania
Tel: (37 02) 722 509
Fax: (37 02) 728 020

SRI LANKA

Dr. Janaka Ratnasiri
Coordinator, Montreal Protocol
Environment Division
Montreal Protocol
Ministry of Transport & Environment
04 Colombo
Sri Lanka
Tel: (94 1) 59 29 27
Fax: (94 1) 59 29 27
E-mail: janakar@sri.lanka.net

UKRAINE

Dr. Vladimir Demkin
Head of the Analysis Division
Ministry of Environment
5, Khreschatyk St
Kyiv 1, Ukraine
Tel: (380 44) 228 0786
Fax: (380 44) 229 8050
E-mail: demkin@mep.freenet.kiev.ua

URUGUAY

Mr. Luis Santos
Ministerio del Ambiente
Zabala 1440 Planta Baja
Montevideo
Uruguay
Tel: (59 82) 961 899
Fax: (59 82) 961 895

Mr. Mathias Banda
Director/ODS Officer Coordinator
Natural Resources Department
P.O. Box 50042
Lusaka, Zambia
Tel: (26 01) 252 952/238 427
Fax: (26 01) 252 953/427

MULTILATERAL FUND SECRETARIAT

Dr. Omar El-Arini
Chief Officer
Secretariat of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol
1800 McGill College Avenue
Montreal, Canada
Tel: (1 514) 282 1122
Fax: (1 514) 282 0068
E-mail: oelarini@unmfs.org

Mr. Eduardo Ganem
Project Manager Officer
Secretariat of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol
1800 McGill College Avenue
27th floor Montreal Trust Building
Montreal Quebec H3A 3J6
Canada
Tel: (+1 514) 282 11 22
Fax: (+1 514) 282 00 68
E-mail: eganum@unmfs.org

Mr. Andrew Reed
Economic Affairs Officer
Secretariat of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol
1800 McGill College Avenue
27th floor Montreal Trust Building
Montreal Quebec H3A 3J6
Canada
Tel: (+1 514) 282 11 22
Fax: (+1 514) 282 00 68
E-mail: areed@unmfs.org

Mr. R. Abrokwa-Ampadu
Project Management Officer
Secretariat of the Multilateral Fund for the
Implementation of the Montreal Protocol
1800 McGill College Avenue
27th floor Montreal Trust Building
Montreal Quebec H3A 3J6
Canada
Tel: (+1 514) 282 11 22
Fax: (+1 514) 282 00 68
E-mail: ampadu@unmfs.org

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)

Mr. Frank Pinto
Principal Technical Adviser
and Chief, Montreal Protocol Unit (MPU)
EAP/SEED/BPPS/UNDP
Room FF-9116
304 East 45th Street
New York N.Y. 10017
United States of America
Tel: (1 212) 906 5042
Fax: (1 212) 906 6947
E-mail: frank.pinto@undp.org

Mr. Jacques van Engel
Regional Programme Coordinator
Montreal Protocol Unit, EAP/SEED/UNDP
United Nations Development Programme
Room FF-9118
304 East 45th Street
New York, NY 10017
USA
Tel: (+1 212) 906 57 82
Fax: (+1 212) 906 69 47
E-mail: jacques.van.engel@undp.org

UNEP INDUSTRY AND ENVIRONMENT CENTRE (UNEP/IE)

Ms. Gladys Hernandez
Programme Officer
UNEP IE
39-43 Quai Andre Citroen, 75739 Paris
Cédex 15
France
Tel: (+33 1) 44 37 14 54
Fax: (+33 1) 44 37 14 74
E-mail: gherandez@unep.fr

**UNITED NATIONS INDUSTRIAL
DEVELOPMENT ORGANIZATION (UNIDO)**

Mr. S.M. Si Ahmed
Coordinator, Montreal Protocol Operations
Industrial Sectors and Environment Division
Montreal Protocol Coordination Unit
United Nations Industrial Development Organization
Vienna International Center
Room D1576
Wagramerstrasse
P.O. Box 300
Vienna A-1400
Austria
Tel: (+43 1) 211 31 37 82 or 36 54
Fax: (+43 1) 211 31 68 04
Telex: 135612
E-mail: siahmed@unido.org

WORLD BANK

Ms. Jessica Poppele
Environment Specialist
Environment
Montreal Protocol Operation Unit
World Bank
1818 H St. NW
20433 Washington DC
USA
Tel: (+202) 458 27 07
Fax: +202) 522-3258
E-mail: jpoppele@worldbank.org

GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY (GEF) SECRETARIAT

Mr. Frank Rittner
Portfolio Manager
Global Environment Facility Secretariat (GEF)
1818 H. Street NW
Washington D.C. 20016
USA
Tel: (1 202) 458 5044
Fax: (1 202) 522 3240/3245
E-mail: frittner@worldbank.org

OZONE SECRETARIAT

Mr. K.M. Sarma
Executive Secretary
Ozone Secretariat
P.O. Box 30552
Nairobi
Kenya
Tel: (+254 2) 62 3851/62 38 85
Fax: (+254 2) 62 39 13
E-mail: sarmam@unep.org

Mr. M. Graber
Deputy Executive Secretary
Ozone Secretariat
UNEP
P.O. Box 30552
Nairobi, Kenya
Tel: (254 2) 62 38 55
Fax: (254 2) 62 39 13
E-mail: graberm@unep.org

Mr. Gilbert M. Bankobeza
Programme Officer/Lawyer
Ozone Secretariat
P.O. Box 30552
Nairobi
Kenya
Tel: (+254 2) 62 38 54
Fax: (+254 2) 62 39 13
E-mail: bankobeg@unep.org

OBSERVERS

CZECH REPUBLIC

Mr. Jiří Dobiášovský
Air Protection Department
Ministry of the Environment of the Czech Republic
Vršovická 65
100 10 Praha 10
Tel: (+420)-2-67122365
Fax: (+420)-2-67310166
E-mail: dobiasovsky@env.cz

Mr. Jaroslav Koubal
Programme Officer
Ministry of the Environment of the Czech Republic
Vršovická 65
100 10 Praha 10
Tel: (42-2) 6712 2539
Fax: (42-2) 6731 2099

ISRAEL

Ms. Sharon Regev
Advocate
Office of the Legal Adviser
Treaties Division
Ministry of Foreign Affairs
Israel
Tel: (+972 2) 530 31 51
Fax: (+972 2) 530 32 99

Ms. A. Ben-Ami
Advocate
Legal Division
Ministry of the Environment
P.O. Box 34033
Jerusalem 95464
Israel
Tel: (+972 2) 655 3737
Fax: (+972 2) 655 3744

NEW ZEALAND

Mr. Iain McGlinchy
Ozone Protection Programme
Ministry of the Environment
P.O. Box 10362
Wellington
New Zealand
Tel: (64 4) 498 7498
Fax: (64 4) 471 0195
E-mail: im@mfe.govt.nz

RUSSIAN FEDERATION

Prof. Solovianov Alexandre
Deputy Chairman
State Committee for the Protection of Environment
B. Gruzinskaya 4/6 St.
123812 Moscow
Russian Federation
Tel: (+70 95) 254 7301
Fax: (+70 95) 254 8283
Telex: 411692 BOREI
E-mail: konygin@cpfi-ho.msk.ru

Mr. Vadim O. Backoumov
Senior Specialist
ODS National Programme Unit
5th Floor, 36 Obrucheva Str.,
117342 Moscow
Russian Federation
Tel: (+70 95) 334 41 09
Fax: (+70 95) 334 29 33
Telex: 411692 BOREI
E-mail: kouygin@ccpi-ho.msk.ru

Mr. Oleg Chamanov
Environment and Science & Technology Division
Permanent Mission of the Russian Federation to the UN in Geneva
Switzerland
Tel: (41 22) 734 2952/733 8237
Fax: (41 22) 734 40 44

UNITED STATES OF AMERICA

Mr. Tom Land
Stratospheric Protection Division
EPA (6205j)
Washington, D.C.
Tel: (+1 202) 233-9185
E-mail: land.tom@epamail.epa.gov
